

## Burundi : malgré un quasi plébiscite aux législatives, « le pouvoir est de plus en plus contesté »

RFI, 12/06/2025 Au Burundi, les résultats des législatives du 5 juin sont sans surprise. Le parti au pouvoir CNDD-FDD est crédité de 96% des voix et rafle la totalité des 100 sièges de la nouvelle Assemblée nationale. Le président Ndayishimiye consolide donc son pouvoir au moment où la population s'inquiète de plus en plus de voir partir des soldats burundais au Congo, au risque de leur vie. Le Burundi risque-t-il d'être le grand oublié d'un éventuel accord entre le Rwanda et la RDC ? L'avocat congolais Reagan Miviri est chercheur sur les conflits à l'institut Ebuteli. En ligne de Kinshasa, il répond aux questions de Christophe Boisbouvier.

RFI : Le pouvoir burundais voulait faire de ces législatives un plébiscite en sa faveur. Officiellement, c'est aussi. Mais qu'en est-il en réalité ? Reagan Miviri : En réalité, c'est un pouvoir qui est de plus en plus contesté, qui est confronté à une situation économique désastreuse et à une méfiance venant d'une population qui ne comprend pas l'implication militaire en RDC alors même qu'il y a de graves problèmes au Burundi, surtout des problèmes économiques. Le principal opposant, Agathon Rwaso, n'a pas pu présenter de candidat à ces élections. Est-ce le signe que le pouvoir se méfie encore de son poids politique ? On peut le dire ainsi. Je pense que le pouvoir, surtout dans ces moments de crise économique, se rassure de ne pas avoir une autre menace de plus. Et surtout toute personne qui peut mobiliser contre le régime est cartée. La société civile burundaise accuse le président Ndayishimiye de brandir exagérément la menace militaire du Rwanda et du M23 pour justifier une répression accrue contre les opposants. Mais n'y a-t-il tout de même pas une offensive des troupes rwandaises et du M23 depuis quelques mois ? Oui, bien sûr. Je pense que la question sécuritaire est celle. Les M23, soutenus par l'armée rwandaise, sont maintenant dans la plaine de la Ruzizi et ils se rapprochent beaucoup plus de la frontière burundaise, ce qui peut vraiment inquiéter le Burundi. Depuis l'accord de coopération militaire d'août 2023, il y a eu jusqu'à 10 000 soldats burundais qui ont combattu au côté de l'armée congolaise au Nord et au Sud-Kivu. Mais depuis la bataille de Ngungu en décembre dernier face aux troupes du Rwanda et du M23, est-ce qu'on a une idée des pertes subies par l'armée burundaise ? C'est difficile d'avoir des chiffres exacts mais les pertes pourraient aller jusqu'à des centaines, voire même peut-être un millier. Quand il y a des pertes, ça rajoute encore du mécontentement au point que le pouvoir, voyant les élections approcher, a vu qu'il fallait réduire un peu sa présence et son empreinte en RDC. Il y a eu aussi quelques contacts entre les sécurocrates burundais et rwandais. D'ailleurs à un moment, on parlait d'une sorte de pacte de non-agression et c'est depuis ces temps-là que l'on voit que dans la plaine de la Ruzizi, alors même qu'il y a encore des affrontements entre les M23 et les Wazalendo, les militaires burundais qui sont souvent dans les mêmes zones ne sont pas impliqués dans ces affrontements. Donc Gitega et Kigali se sont parlés pour ne pas s'agresser directement ? En tout cas, on peut confirmer qu'il y a eu des pourparlers. Depuis plusieurs semaines, le Rwanda et le Congo-Kinshasa sont fortement encouragés par les médiateurs à négocier en vue d'un accord à la fois politique et commercial. Est-ce que le Burundi ne risque pas d'être le grand oublié de cet éventuel accord à venir ? Oui, je pense. Si ça continue toujours dans le format Doha et Washington, il me semble que le Burundi n'est pas que le Burundi d'ailleurs, il y a aussi l'Ouganda de l'autre côté qui risquent d'être des perdants qui vont se sentir un peu oubliés. Et je pense que ça, c'est un risque de ne pas avoir un accord durable parce que ça serait très difficile d'avoir un accord avec le Rwanda sans l'avoir avec le Burundi et l'Ouganda. Et c'est pour cela que beaucoup de voix s'élèvent, pour que les processus internationaux soient les plus inclusifs possibles. Si on n'a pas cette question sur la table et si elle n'est pas gérée, il y a risque que l'on résolve peut-être le conflit dans une partie du Congo par exemple dans le Nord-Kivu, mais que les tensions continuent par exemple dans la plaine de la Ruzizi. Le Burundi possède des terres rares, donc si demain le Rwanda et la RDC sont autorisés à exporter plus de richesses minières vers les États-Unis, le Burundi voudra aussi y trouver son compte, c'est ça ? Oui. Je pense que, dans un deal sur le minerai, il faut prendre en compte tous les acteurs en tant que pays de production mais aussi de traitement, de transit, parce qu'on peut aussi parler par exemple de l'or du Sud-Kivu qui passait par le Burundi. Et qui maintenant passe par le Rwanda ? Oui, et ça, c'est quelque chose qui doit inquiéter le Burundi. Et le Burundi voudrait quand même aussi avoir sa part dans tous ces différents deals miniers.